

Migration au niveau de l'enseignement universitaire et pré-universitaire entre les secteurs public et privé au Liban



Migration au niveau de l'enseignement universitaire et pré-universitaire entre les secteurs public et privé au Liban

Depuis fin 2019, le Liban connaît une crise financière et économique qui s'est aggravée début 2020 par une crise sanitaire mondiale (pandémie de COVID-19). Ces crises ont fortement impacté la réalité de l'enseignement universitaire et pré-universitaire en raison de la dépréciation de la monnaie libanaise de plus de 96 % depuis le début de la crise.

Une étude du mouvement des inscriptions dans la plupart des universités privées pour l'année universitaire 2022-2023 indique une augmentation frappante du nombre d'étudiants contrairement aux prévisions et malgré la crise financière aiguë (l'augmentation varie entre 30 % et 40 %). Une partie non négligeable de cette augmentation peut être attribuée à de nombreuses raisons, entre autres, la grève ouverte de l'Université libanaise. Cette situation a particulièrement motivé de nombreux étudiants de la classe moyenne à se tourner vers les universités privées qui les ont attirés à travers des programmes d'aides et de bourses financières considérables, dont certains se sont élevés à 100 millions de dollars américains et ont été accordés à 50-75 % de leurs étudiants. Certaines universités ont même adopté un mécanisme flexible pour le paiement mensuel des souches et leur répartition sur l'ensemble de l'année universitaire, tout en accordant des prêts à long terme que l'étudiant remboursera après son entrée sur le marché du travail. À noter que la valeur des bourses au sein des universités privées a nettement diminué par rapport aux années précédant la crise financière, malgré la dollarisation d'une partie d'entre elles. Le paiement se fait donc selon un taux de change très bas en comparaison avec le taux de change du marché noir.

Les données statistiques disponibles avant le début de la crise indiquent clairement une baisse annuelle du nombre d'étudiants au sein de l'Université libanaise, en particulier depuis l'année universitaire 2017-2018. Cette baisse s'est poursuivie durant les deux années suivantes, 2018-2019 et 2019-2020, passant de 37,6 % à 36,9 % puis 35,7 %. Cette ligne de régression semble se

poursuivre malgré l'intensification de la crise financière et sociale. Il convient également de noter que l'adoption de l'enseignement en ligne à l'Université libanaise comme méthode d'enseignement principale depuis le début de la crise et pendant trois années consécutives a contribué à la migration de nombreux étudiants vers le secteur universitaire privé, qui avait commencé depuis l'année dernière à reprendre l'enseignement en présentiel obligatoire.

L'effroyable effondrement du pouvoir d'achat des membres du personnel éducatif et administratif de l'Université libanaise et la baisse dramatique du budget de l'Université (d'environ 250 millions de dollars américains avant la crise à environ 12 millions de dollars américains après la crise, soit une baisse d'environ 95 %) se sont principalement tenus comme obstacle face au retour à l'enseignement en présentiel l'année dernière (à ce jour, l'Université libanaise ne dispose toujours pas d'un seuil pour l'année universitaire en cours, de sorte que de nombreuses facultés n'ont pas commencé à enseigner). À noter que l'Université libanaise n'a reçu aucune aide significative, financière ou en nature, des pays donateurs ou des organisations internationales et régionales, malgré la quête persistante de l'Université pour en obtenir.

Parallèlement, certains sondages menés sur le taux d'inscription au sein de l'Université libanaise pour l'année académique en cours témoignent d'une baisse du nombre d'inscrits dans les rangs des premières années, ce qui engendra la fermeture de certaines disciplines.

Dans notre analyse des raisons de cette baisse du nombre d'étudiants inscrits à l'Université libanaise, la question du décrochage scolaire ne devrait pas être perdue de vue. En effet, et depuis le début de la crise financière et économique, de nombreux élèves ont intégré le marché du travail plutôt que de s'inscrire à l'université afin de gagner leur vie. La plupart d'entre eux appartiennent aux classes populaires qui constituent essentiellement, ainsi que la classe moyenne, le « réservoir » qui approvisionne l'université officielle nationale en étudiants.

Au niveau de l'enseignement pré-universitaire, et depuis le début de la crise, les établissements d'enseignement des secteurs public et privé ont subi des pressions sans précédent de la part des enseignants et des apprenants. Les données statistiques indiquent que le secteur public regroupait 31,9 % des apprenants au cours de l'année académique 2019-2020, à la veille de la crise financière, économique et sanitaire du pays, soit un peu moins d'un tiers, contre 52,6 % d'apprenants que regroupait le secteur privé non-gratuit, soit plus de la moitié. Le reste des apprenants est réparti entre le secteur privé gratuit à raison de 12,5 % et les écoles de l'UNRWA à 3,3 %.

Alors que la crise financière et économique du pays s'intensifiait et que le pouvoir d'achat de la population se détériorait de manière inégale, la fréquence

des migrations des élèves des écoles privées aux écoles publiques a considérablement augmenté durant l'année académique 2020-2021, pour atteindre 4,5 %, soit plus de 47 000 apprenants. En parallèle, le secteur privé non-gratuit a témoigné d'une baisse du nombre d'apprenants de 3,34 %, ce qui signifie que plus de 35 000 apprenants ont quitté les écoles privées en raison de la détérioration de la situation économique.

Toutefois durant l'année académique 2021-2022, et contrairement à ce qui était prévu, et malgré l'intensification de la crise financière et économique au sein du pays, la migration éducative a vu la tendance s'inverser cette fois, soit des établissements d'enseignement du secteur public aux établissements d'enseignement du secteur privé, où le nombre d'apprenants dans les écoles publiques a diminué de 5,16 %, à savoir 55 000 apprenants, tandis que le nombre dans les écoles privées a augmenté de 4,07 %, soit plus de 43 000 apprenants.

Cette migration du secteur public vers le secteur privé au cours de la dernière année académique est due à de multiples causes, y compris les périodes successives de grèves dans le secteur éducatif public (le nombre de jours d'enseignement dans les écoles publiques au cours des trois premiers mois variait de 20 à 25 jours, contre 55 à 60 jours dans les écoles privées). Cela implique une diminution de la qualité de l'éducation qui vient alourdir des perturbations apparentes subies par les écoles publiques en raison de la forte baisse des dépenses gouvernementales allouées à l'éducation publique et de la difficulté pour le personnel éducatif de se déplacer vers le lieu de travail en raison de la hausse vertigineuse des prix du carburant. En revanche, de nombreuses écoles privées ont reçu une aide financière et des devises étrangères des pays donateurs et des organisations et institutions sociales locales et mondiales.

Ces données et statistiques permettent de conclure que l'avenir de l'éducation au Liban, et en particulier celui du secteur public, restera hanté par la confusion et la récession si des budgets appropriés ne lui sont pas alloués et si cet avenir n'est pas fixé comme priorité sur l'ordre du jour de tout futur gouvernement au Liban.

Dr. Fadi Tawa

Professeur, Faculté de pédagogie,
Université libanaise